

Le document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale est sorti relativement discrètement la semaine dernière. Il n'a pas suscité beaucoup de réactions hormis quelques courts articles peu favorables notamment de Jean Guisnel dans le Point et de Nathalie Guibert dans le Monde. Cet exercice de style annoncé semble en effet avoir plus pour objet de justifier les analyses du Livre blanc de 2008 que d'ouvrir de nouvelles perspectives stratégiques et capacitaires notamment pour les forces armées.

Ce qu'il me semble cependant retenir est l'état des menaces évoquées : une concrétisation de la cybermenace, l'intensification de la prolifération nucléaire et des armes de destruction massive, un espace extra-atmosphérique, vital et vulnérable, des risques technologiques naturels et sanitaires matérialisés.

S'ajoutent un spectre élargi de la violence armée, des crises qui perdurent, des zones de conflits à nos portes, des luttes d'influence en Asie, des tensions accrues sur les ressources stratégiques. Finalement, les menaces ne sont pas militaires au sens strict du terme ... mais les forces armées sont concernées... à peine et sans que les conséquences en soient tirées notamment pour éclairer leur avenir.

De fait, ce document est surtout l'occasion dans son dernier chapitre d'exprimer indirectement le bilan de la transformation de la défense accomplie depuis 2008. Il représente seulement un état de la stratégie de défense et de sécurité nationale avec ce mélange pernicieux de la sécurité extérieure et de la sécurité intérieure qui affaiblit la place des forces armées dans leurs missions au service de la défense nationale.

Dans une réflexion sur l'effort militaire à maintenir dans le temps, mais est-ce une surprise, la question posée est celle de la conciliation entre le niveau d'ambition stratégique de la France et l'effort budgétaire consenti au profit de la défense nationale. A ce titre, j'ai beaucoup apprécié le blog de Philippe Chapeau sur [Nicolas Sarkozy et la défense](#) du 14 février sur la disparition du monde militaire. Je reprendrai sa conclusion : « Et qu'est-ce que tout ça m'inspire ? Que l'actuel pouvoir politique souhaite la disparition du monde militaire en tant que société, pour faire place à une simple famille professionnelle (...). Et que le pouvoir politique à venir aura la même ambition, quel qu'il soit... ».

Je retiens cependant dans ce document le constat d'une réorganisation insuffisante de l'industrie d'armement qui ne peut se limiter au simple équilibre du commerce extérieur mais qui doit aussi nous donner la suprématie technologique dans nos engagements. Elle est donc structurante militairement, économiquement, intellectuellement au sens de la recherche.

A ce titre, pourquoi ne pas faire rédiger notamment par les grandes entreprises de l'armement du « privé » un « contre-Livre blanc » au titre de la société civile, qui, par le prisme industriel et donc économique, serait une vision prospective des questions de défense et de sécurité à dix ans par exemple. Complémentaire du plan prospectif à 30 ans du ministère de la défense qui peut rester une vision - très aléatoire - de l'avenir, il permettrait à mon avis une plus grande ouverture sur les réflexions stratégiques tout en assurant une plus grande vision industrielle et donc sa rentabilité dans un domaine aux règles particulières.

Il est donc possible d'écrire toutes les mises à jour du Livre blanc que l'on veut. Sans le respect

du budget accordé par le parlement, sans un arrêt des transformations qui auront pour seul effet le choix des capacités que la France veut garder ou pas, sans une réflexion stratégique plus ouverte sur la place de la France de demain, sans enfin une réelle sanctuarisation de la spécificité militaire (pour illustrer cette affirmation, je vous renvoie au bel article de Nathalie Guibert dans le Monde du 19 février sur le retour du 15-2 d'Afghanistan - Bravo au colonel Jeand'Heur !), la défense nationale est à terme en danger !